



## INFORMATIONS

### LES PRÉSERVATIFS MASCULINS

La loi permettant la libéralisation de la publicité relative aux préservatifs masculins en tant que moyen de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles est parue au *Journal officiel* du 28 janvier 1987.

## SITUATION EN FRANCE

### SURVEILLANCE DE LA GRIPPE

Une augmentation de la moyenne nationale des syndromes grippaux par médecin est actuellement observée par le réseau télématique de surveillance des maladies transmissibles. La moyenne a été de 7,7 cas par médecin pendant la semaine du 2 au 8 février, la poussée épidémique a débuté mi-janvier. La zone la plus touchée se trouve à l'est et au sud du pays.

(Source : réseau D.G.S./I.N.S.E.R.M.)

Cette épidémie qui débute est due à un virus A(H1N1) proche du virus Singapour. Le sous-type H1N1 est représenté dans le vaccin par la souche Chili. Les personnes de plus de 35 ans devraient être relativement protégées car le sous-type H1N1 a circulé jusqu'en 1957. Il est réapparu en 1977 et depuis lors n'a atteint que des enfants ou des adultes jeunes. Les premiers isollements de 1987 confirment ce fait : la grande majorité des cas sont des sujets jeunes, mais 4 des 22 souches identifiées à ce jour proviennent de sujets âgés de 40 à 45 ans. Les formes cliniques sont variées et en général bénignes. Les informations internationales et l'épidémie des années précédentes laissent à penser que le potentiel épidémique du virus A(H1N1) reste limité.

(Source : G.R.O.G.)

### MALADIES TRANSMISSIBLES DÉCLARÉES EN 1986

Nous présentons ici les maladies transmissibles dont l'incidence ou l'évolution en 1986 sont à souligner plus particulièrement.

- **Tuberculose** : la diminution observée depuis une dizaine d'années est moins marquée en 1986 que précédemment avec 10 525 cas (11 290 cas et 12 302 cas respectivement en 1984 et 1985).
- **Typhoïde** : 657 cas ont été déclarés en 1986; toutes ces déclarations n'ont pas été encore validées et un tiers des cas correspondraient en réalité à de simples salmonelloses digestives à *S. typhi* ou à *S. Paratyphi*.
- **Toxi-infections alimentaires collectives** : 84 foyers ont été déclarés en 1986. Une épidémie d'infections à *Salmonella Bovismorbificans* s'est déclarée à la fin de l'année 1985 et au début de

1986 et l'excès d'isollements de ce sérotype par rapport aux années précédentes a été d'environ 1 200 cas.

- **Choléra** : 37 cas ont été déclarés. 35 d'entre eux ont été importés d'Afrique du Nord ou en contact avec des cas importés et deux ont été considérés comme autochtones.
- **Méningites à méningocoques** : leur nombre reste stable : 859 en 1986 contre 840 en 1985. L'augmentation relative du groupe C se confirme : de 10 % en 1980, la proportion de ce groupe passe à 21 % des souches isolées en 1986.
- **Tétanos** : le nombre de cas déclarés reste important; on note toutefois une nette diminution de ce nombre qui est passé de 124 en 1985 à 88 en 1986.
- **3 poliomyélites et 4 diphtéries** ont été observées.

## MALADIES A DÉCLARATION OBLIGATOIRE ANNÉE 1986

RÉGIONS	MALADIES																			
	Typhoïde	Dysenterie (shigelle)	Méningite à méningocoques	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	Toxi-infection alimentaire	Hépatite virale	Teigne	Scarlatine	Rougeole	Poliomyélite	Rickettsiose	Diphthérie	Leptospirose	Lèpre	Poliodisme	Dysenterie ambiante	SIDA	Choléra
Alsace	27	5	29	4	1	481	2	34		30	13						4	1	3	
Aquitaine	23	5	32	6	4	372	3	37		10	7				2				16	
Auvergne	20	12	15	11	5	111	2	53	1	7	36				3			1	1	1
Bourgogne	21		17	1	6	269	2	35	1	14	20	2			2		8			
Bretagne	12	2	49	5	5	455	5	23		3	4		1				9		5	
Centre	15		35	5	7	372	3	17		6	8						1	2	3	
Champagne - Ardenne	6	4	27	7	7	211	1	41		16	13				3		3	1		
Corse	3	1	3	26		45		20		2							3			
Franche-Comté	7	2	14		4	166		15	2	6	9				2					
Île-de-France	148	10	118	9	5	3 645	8	98	27	74	30	1		1	4	7	74	3	87	20
Languedoc - Roussillon	22	11	29	38		194	11	56	3	4	10		4		2		3	1	2	
Limousin	6		11		1	75		2		2	1			2					4	
Lorraine	35	5	41	3	6	208	2	68		25	18				2		2		1	1
Midi - Pyrénées	46	4	61	34	4	255	13	152	22	39	18		12		3				9	4
Nord - Pas-de-Calais	23	3	56	7	2	866	2	46	4	4	16				2		1		2	2
Basse-Normandie	5		9	4	1	255	1	13		5	1						3		1	
Haute-Normandie	8		45	1	3	332	2	22	3	18	27			1	1		3			
Pays de la Loire	25		62	2	8	411	9	57	2	19	2				2		3	1	2	1
Picardie	12		41	4	3	296		18	5	17	8					1	2		2	
Poitou - Charentes	27	2		6	6	173	11	15		10	9			1					1	
Provence - Alpes - Côte d'Azur	91	2	78	26	6	658	5	197	3	26	6		4		1		28		85	3
Rhône - Alpes	75	8	76	11	4	675	2	43	12	23	12				3		14	3	2	2
<b>TOTAL 1986</b>	<b>657</b>	<b>76</b>	<b>859</b>	<b>210</b>	<b>88</b>	<b>10 525</b>	<b>84</b>	<b>1 062</b>	<b>85</b>	<b>360</b>	<b>268</b>	<b>3</b>	<b>21</b>	<b>4</b>	<b>33</b>	<b>10</b>	<b>161</b>	<b>13</b>	<b>225</b>	<b>34</b>
<b>TOTAL 1985</b>	<b>658</b>	<b>118</b>	<b>840</b>	<b>228</b>	<b>124</b>	<b>11 290</b>	<b>75</b>	<b>1 641</b>	<b>145</b>	<b>484</b>	<b>290</b>	<b>6</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>42</b>	<b>15</b>	<b>153</b>	<b>20</b>		

D.O.M.																				
Guadeloupe	2					48		2	2	1							49			
Martinique	2	2			9	47		13	1						1	25				
Guyane	37	1	1			35		19				1			2	14	1 278	4	2	
La Réunion	36		3		7	159		37							35	8	180	90		
<b>TOTAL 1986</b>	<b>77</b>	<b>3</b>	<b>4</b>		<b>16</b>	<b>289</b>		<b>71</b>	<b>3</b>	<b>1</b>		<b>1</b>			<b>38</b>	<b>96</b>	<b>1 458</b>	<b>94</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

# LE POINT SUR...

## LES REGISTRES DE POPULATION EN FRANCE : LE CAS DES REGISTRES DES CANCERS

A. Lellouch (Direction générale de la Santé)

Une précédente mise au point (BEH n° 41/1986) traitait du projet Monica et des registres des cardiopathies ischémiques. On donnera ici un aperçu d'ensemble sur les registres français des cancers.

### 1. DÉFINITION

Les registres de population visent à l'enregistrement continu et exhaustif de tous les cas d'une pathologie donnée (ici les cancers) dans une zone géographique déterminée. À l'opposé des registres hospitaliers qui recensent les cas à partir d'un lieu de recrutement unique, les registres de population nécessitent le recoupement de toutes les sources de notification disponibles dans la zone d'implantation pour parvenir à l'exhaustivité.

### 2. FONCTIONS

Les registres de population sont un outil épidémiologique privilégié pour surveiller

les cancers, les maladies cardio-vasculaires ou les malformations congénitales. Ils permettent de mesurer les taux d'incidence de ces pathologies dont on suit l'évolution au cours du temps. En comparant l'incidence et la mortalité provenant de différents registres, on détecte d'éventuelles inégalités de santé géographiques. Mais la fonction des registres de population ne doit pas être que statistique. Les registres des cancers, par exemple, aident encore à (1) :

- 1° Évaluer des mesures de prévention communautaire ou planifier des services de soins;
- 2° Identifier certains facteurs de risque (notamment professionnels) et mesurer les effets d'un essai d'intervention;
- 3° Mieux connaître l'histoire naturelle des cancers, calculer les courbes de survie, évaluer les stratégies de diagnostic et de traitement, détecter les cancers provoqués par chimiothérapie;
- 4° Sensibiliser et former la zone où est implanté le registre à l'épidémiologie.

### 3. HISTORIQUE

À la différence de certains registres étrangers, les registres français ne sont pas obligatoires. Ce ne sont pas non plus des structures gouvernementales employant des fonctionnaires. Les registres de cancers ont été, en France, le fait d'initiatives locales. Ils sont rattachés, sans statut particulier, à des structures diverses (départements d'hygiène et de santé publique, unités I.N.S.E.R.M., centres hospitaliers régionaux ou généraux, centres régionaux de lutte contre les cancers, D.D.A.S.S.). Tels furent les premiers registres des cancers du Bas-Rhin (Institut d'hygiène et de médecine préventive de Strasbourg, 1975), de la Côte-

(1) *The Role of the Registry in cancer control*, IARC Scientific Publications, n° 66, D.M. PARKIN, G. WAGNER and C.S. MUIR Ed., Lyon, 1985.

(2) FAIVRE (J.). — *Les registres des cancers en France*, Doc. Comité nat. registres, 1986.

d'Or et du Doubs (1976), du Calvados (1977) et de l'Isère (1978). Après 1982, l'individualisation dans le budget de l'État (ministère des Affaires sociales) des « crédits régionaux de prévention » facilita l'éclosion en France de nombreux registres des cancers.

#### 4. RECENSEMENT - LOCALISATION

À l'opposé d'autres registres de population dont l'effectif reste réduit (on compte actuellement seulement 4 registres des malformations congénitales et 3 registres des cardiopathies ischémiques), les registres français des cancers sont nombreux. On distingue les registres généraux (colligeant tous les cas de tumeurs malignes signalés) et les registres spécialisés (ne recensant qu'une localisation particulière : cancers digestifs, ORL, gynécologiques, de l'enfant, hémopathies malignes). Le recensement de ces registres et leur localisation sur le territoire national n'avaient pas été, jusqu'à présent, entrepris. Une enquête réalisée (en juin 1986) par la Direction générale de la Santé et par le Syndicat des médecins des registres des cancers (2) a révélé qu'il existait en France (métropole et territoires d'outre-mer) 25 registres des cancers répartis en 14 registres généraux et 11 registres spécialisés. La liste qui suit donne, par département ou région, l'intitulé du registre, le nom de son responsable médical, enfin sa localisation géographique :

- 1° AIN : **Registre des cancers digestifs du département de l'Ain** (D<sup>r</sup> J. Bruhière), 28 bis, avenue du Mail, 01000 Bourg-en-Bresse;
- 2° ALPES-MARITIMES : **Registres des tumeurs cérébrales primitives de l'adulte** (D<sup>r</sup> Héry), Centre A.-Lacassagne, 36, Voie romaine, 06054 Nice;
- 3° ARDÈCHE DU NORD : **Registres des tumeurs malignes en Ardèche du Nord** (D<sup>r</sup> Olaya), 1, rue Sadi-Carnot, 07100 Annonay;
- 4° BAS-RHIN, **Registre bas-rhinois des tumeurs malignes** (P<sup>r</sup> Schaffer), Institut d'hygiène et de médecine préventive, 4, rue Kirschleger, 67085 Strasbourg;
- 5° CALVADOS : **Registres des tumeurs du Calvados** (D<sup>r</sup> Robillard), Centre François-Baclesse, route de Lion-sur-Mer, 14020 Caen;
- 6° CALVADOS : **Registres des tumeurs digestives du Calvados** (P<sup>r</sup> Gignoux), Centre hospitalier régional, Côte de Nacre, 14020 Caen;
- 7° CÔTE-D'OR et SAÔNE-ET-LOIRE : **Registre bourguignon des cancers digestifs** (P<sup>r</sup> Faivre), Faculté de médecine, 7, boulevard Jeanne-d'Arc, 21033 Dijon;
- 8° CÔTE-D'OR : **Registre des hémopathies malignes en Côte-d'Or** (P<sup>r</sup> Carli), service d'hématologie, hôpital du Bocage, 21000 Dijon;
- 9° CÔTE-D'OR : **Registre bourguignon de pathologie gynécologique** (D<sup>r</sup> Cuisenier), B.P. 728, 21108 Dijon;
- 10° DOUBS : **Registre des tumeurs du Doubs** (P<sup>r</sup> Schraub), Centre hospitalier régional J. Mingoz, boulevard Fleming, 25030 Besançon;

11° ESSONNE : **Registre des cancers** (D<sup>r</sup> Gauthier), 2 bis, rue Roneau, 91150 Étampes;

12° HAUTE-GARONNE : **Registre des cancers digestifs de la Haute-Garonne** (D<sup>r</sup> Pienkowski), Centre hospitalier régional Rangueil, 31054 Toulouse;

13° HAUT-RHIN : **Registre haut-rhinois des tumeurs** (D<sup>r</sup> Laedlein-Greilsammer), Centre hospitalier régional, service d'anatomie pathologique, 87, avenue d'Altkirch, B.P. 1070, 68051 Mulhouse;

14° HAUTE-VIENNE : **Registre général des cancers de la région Limousin** (D<sup>r</sup> Grasser), C.O.P.A.S., 43, avenue Émile-Labussière, 87000 Limoges;

15° HÉRAULT : **Registre des tumeurs de l'Hérault** (D<sup>r</sup> Daurès), B.P. 41111, 34091 Montpellier;

16° ISÈRE : **Registre du cancer du département de l'Isère** (D<sup>r</sup> Ménégot), 44, rue Mallifaud, 38100 Grenoble;

17° MEURTHE-ET-MOSELLE : **Registre des cancers de l'enfant en Lorraine** (D<sup>r</sup> Lhuillier), Centre hospitalier régional, service de pédiatrie, hôpital d'enfants, allée du Morvan, Vandœuvre;

18° MAINE-ET-LOIRE : **Registre des tumeurs bronchiques de Maine-et-Loire** (D<sup>r</sup> Berruchon), 79, avenue Pasteur, 49100 Angers;

19° MARTINIQUE : **Registre du cancer de la Martinique** (D<sup>r</sup> Azaloux), Centre hospitalier, hôpital Claral, service de radiothérapie, 97223 Fort-de-France, Martinique;

20° NORD - PAS-DE-CALAIS : **Registre des cancers des voies aéro-digestives supérieures des départements du Nord et du Pas-de-Calais** (D<sup>r</sup> Adenis), Centre Oscar-Lambret, B.P. 307, 59020 Lille;

21° PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : **Registre des cancers de l'enfant, régions Provence - Alpes - Côte d'Azur, Corse** (D<sup>r</sup> Bernard), Faculté de médecine, 13185 Marseille, Cedex 05;

22° RÉUNION : **Registre des cancers de l'île de la Réunion** (D<sup>r</sup> Vaillant), Conseil général, D.D.A.S.S., service d'information médicale, rue Hippolyte-Fouques, B.P. 400 Sainte-Clotilde, 97400 Réunion;

23° SOMME : **Association pour la recherche épidémiologique par les registres en Picardie** (P<sup>r</sup> Lorriaux), 3, boulevard de Guyencourt, 80000 Amiens;

24° TARN : **Registre des cancers du Tarn** (D<sup>r</sup> Roumagnac), 69-71, avenue du Maréchal-Foch, 81000 Albi;

25° VAUCLUSE : **Association pour le registre des tumeurs du Vaucluse** (D<sup>r</sup> Martin), Centre hospitalier départemental, 285, boulevard Raoul-Follereau, B.P. 843, 84000 Avignon.

#### 5. CARACTÉRISTIQUES

La dimension des populations couvertes varie de 500 000 à 1 000 000 d'habitants (pour les registres généraux) et de 400 000 à 4 000 000 d'habitants (pour les registres spéciaux). Le plus souvent, la population de référence est celle du département. Parfois, elle couvre une ou plusieurs régions administratives (registre des tumeurs de l'enfant) voire un simple canton (registre du canton d'Annonay). À quelques exceptions près, tous les registres utilisent les informations

fournies par les anatomo-pathologistes (sauf le registre des cancers ORL du Nord - Pas-de-Calais et celui des tumeurs digestives de l'Ain), les biologistes et les cliniciens (sauf le registre de la Haute-Vienne, exclusivement anatomo-pathologique). Certains registres se servent encore des certificats de décès des D.D.A.S.S.; d'autres enregistrent les données émanant des caisses d'assurance maladie pour connaître les cancéreux traités en dehors du département mais, depuis 1981, une circulaire du médecin conseil national a demandé aux praticiens des caisses primaires de ne plus fournir d'informations aux registres. Les notifications multiples sont indispensables pour parvenir à l'exhaustivité. Le nombre annuel de cas signalés varie de 100 (pour le registre des cancers de l'enfant de Provence - Côte d'Azur - Corse) ou 140 (pour celui des hémopathies malignes de Côte-d'Or) à 3 500 (registre bas-rhinois des tumeurs malignes).

Tous les registres des cancers collectent les informations nominatives, l'âge, le sexe, le lieu de résidence du malade et l'examen qui a permis le diagnostic. Certains s'intéressent en plus à la profession, au type histologique et au stade du cancer, au traitement, voire aux filières de soins suivies par les malades. De façon générale, les registres spécialisés permettent d'obtenir des informations plus précises que les registres généraux.

#### 6. FINANCEMENT

Un registre est coûteux (de 350 000 à 450 000 F/an) du fait de son personnel (médecin, technicien, secrétaire). Les financements publics (crédits régionaux de prévention, subvention de fonctionnement de l'I.N.S.E.R.M. ou des collectivités territoriales) et privés (Ligne nationale française contre le cancer, comités départementaux) n'empêchent pas une certaine précarité (liée au caractère annuel de la subvention et à l'absence de reconnaissance officielle par les Pouvoirs publics), source d'insécurité.

#### 7. LE COMITÉ NATIONAL DES REGISTRES

Malgré leur intérêt, les registres des cancers sont nés, on l'a vu, d'initiatives locales, non concertées. Ils n'avaient donné lieu jusqu'ici à aucune réflexion politique générale et leur stratégie de développement n'avait été nullement pensée à l'échelon national. Enfin, ils n'ont jamais bénéficié d'une ligne budgétaire spécifique assurant un financement régulier par les Pouvoirs publics ou par l'I.N.S.E.R.M. De ces constats est né le Comité national des registres créé par arrêté interministériel du 10 février 1986. Ce comité a notamment pour mission « de donner un avis sur le développement des registres et sur la création de nouveaux registres ». Il se propose de donner aux registres qui en feront la demande deux types d'avis : le premier porte sur la qualité du registre et sur son intérêt spécifique local, régional ou national; le second avis a trait à l'opportunité de faire bénéficier ledit registre d'un financement public national, grâce à l'établissement d'une convention quadriennale renouvelable.

# Cas déclarés pour certaines maladies transmissibles

Semaine du 26 au 2 février 1987

RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1984	Typhoïdes et paratyphoïdes	SIDA	Méningite à méningocoques	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	Toxi-infection alimentaire collective	RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	POPULATION EN 1984	Typhoïdes et paratyphoïdes	SIDA	Méningite à méningocoques	Brucellose	Tétanos	Tuberculose	Toxi-infection alimentaire collective	
ALSACE	67 - Rhin (Bas-)	930 000	1		1					LIMOUSIN	19 - Corrèze	242 000								
	68 - Rhin (Haut-)	658 000						5			23 - Creuse	138 000							3	
	<b>Total</b>	<b>1 588 000</b>	<b>1</b>	<b>1</b>					<b>5</b>			87 - Vienne (Haute-)	357 000							1
AQUITAINE	24 - Dordogne	380 000								LORRAINE	<b>Total</b>	<b>738 000</b>							<b>4</b>	
	33 - Gironde	1 152 000									54 - Meurt.-et-Mos.	714 000		1					1	
	40 - Landes	301 000			1						55 - Meuse	199 000							1	
	47 - Lot-et-Garonne	301 000									57 - Moselle	1 008 000	2						5	
	64 - Pyrénées-Atlant.	563 000									88 - Vosges	395 000							1	
<b>Total</b>	<b>2 698 000</b>	<b>1</b>	<b>1</b>					<b>5</b>	<b>Total</b>	<b>2 316 000</b>	<b>2</b>	<b>1</b>					<b>8</b>			
AUVERGNE	03 - Allier	367 000								MIDI - PYRÉNÉES	09 - Ariège	135 000								
	15 - Cantal	162 000			1						12 - Aveyron	278 000								
	43 - Loire (Haute-)	207 000			2						31 - Garonne (Hte-)	841 000						2	1	
	63 - Puy-de-Dôme	600 000									32 - Gers	174 000								
<b>Total</b>	<b>1 336 000</b>			<b>3</b>					<b>Total</b>	<b>2 288 000</b>								<b>1</b>		
BOURGOGNE	21 - Côte-d'Or	479 000								NORD - PAS-DE-CALAIS	65 - Pyrénées (Htes-)	228 000								
	58 - Nièvre	238 000						7			81 - Tarn	340 000							1	
	71 - Saône-et-Loire	572 000						1			82 - Tarn-et-Gar.	193 000				1			4	
	89 - Yonne	315 000			1						<b>Total</b>	<b>2 345 000</b>				<b>1</b>			<b>7</b>	
<b>Total</b>	<b>1 603 000</b>			<b>1</b>				<b>8</b>	<b>Total</b>	<b>2 522 000</b>						1		1		
BRETAGNE	22 - Côtes-du-Nord	542 000								NORMANDIE (BASSE-)	62 - Pas-de-Calais	1 421 000							1	
	29 - Finistère	836 000						6			<b>Total</b>	<b>3 944 000</b>						1	2	
	35 - Ille-et-Vilaine	765 000									14 - Calvados	599 000								
	56 - Morbihan	600 000									50 - Manche	471 000							3	
<b>Total</b>	<b>2 743 000</b>							<b>8</b>	<b>Total</b>	<b>1 296 000</b>								3		
CENTRE	18 - Cher	322 000								NORMANDIE (HAUTE-)	61 - Orne	296 000								
	28 - Eure-et-Loir	373 000						1			27 - Eure	477 000			1				1	
	36 - Indre	241 000						2			76 - Seine-Maritime	1 200 000							6	
	37 - Indre-et-Loire	515 000						4			<b>Total</b>	<b>1 677 000</b>			<b>1</b>				<b>7</b>	
	41 - Loir-et-Cher	300 000						1			PAYS DE LA LOIRE	44 - Loire-Atlant.	1 018 000		1	2				5
45 - Loiret	552 000						2		49 - Maine-et-Loire	692 000								3		
<b>Total</b>	<b>2 302 000</b>							<b>10</b>		53 - Mayenne		275 000							2	
CHAMPAGNE - ARDENNE	08 - Ardennes	300 000								PICARDIE		72 - Sarthe	510 000							2
	10 - Aube	291 000						5				85 - Vendée	494 000							
	51 - Marne	548 000									<b>Total</b>	<b>2 989 000</b>			<b>1</b>	<b>2</b>			<b>12</b>	
	52 - Marne (Haute-)	211 000									02 - Aisne	535 000						1	1	
<b>Total</b>	<b>1 350 000</b>							<b>5</b>	<b>Total</b>	<b>1 760 000</b>							1	1		
CORSE	2 B - Corse (Haute-)	134 000								POITOU - CHARENTES	60 - Oise	678 000								
	2 A - Corse-du-Sud	112 000									80 - Somme	548 000								
<b>Total</b>	<b>246 000</b>								<b>Total</b>		<b>1 760 000</b>									
FRANCHE-COMTÉ	25 - Doubs	478 000									PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	16 - Charente	342 000							1
	39 - Jura	245 000								17 - Charente-Mar.		518 000								
	70 - Saône (Haute-)	236 000								79 - Sèvres (Deux-)		344 000								
	90 - Terr. de Belfort	134 000						1		86 - Vienne		376 000							1	
<b>Total</b>	<b>1 092 000</b>							<b>1</b>	<b>Total</b>	<b>1 579 000</b>								<b>2</b>		
ÎLE-DE-FRANCE	75 - Paris (Ville)	2 145 000			7					RHÔNE - ALPES	04 - Alpes-Hte-Prov.	121 000								
	77 - Seine-et-Marne	940 000						28			05 - Alpes (Hautes-)	106 000					4		1	
	78 - Yvelines	1 239 000						3			06 - Alpes-Marit.	888 000		1	1					
	91 - Essonne	1 011 000						4			13 - B.-du-Rhône	1 734 000	2	8	1					
	92 - Hauts-de-Seine	1 371 000			1			16			83 - Var	738 000	1							
	93 - Seine-St-Denis	1 328 000									84 - Vaucluse	434 000							2	
	94 - Val-de-Marne	1 186 000						1			<b>Total</b>	<b>4 021 000</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>4</b>			<b>8</b>	
<b>Total</b>	<b>10 173 000</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>1</b>				<b>61</b>	01 - Ain	436 000										
LANGUEDOC - ROUSSILLON	11 - Aude	284 000								FRANCE MÉTROPOLITAINE	07 - Ardèche	272 000								
	30 - Gard	543 000			1						26 - Drôme	401 000								
	34 - Hérault	727 000						3			38 - Isère	966 000							3	
	48 - Lozère	74 000									42 - Loire	739 000								
	66 - Pyrénées-Orient.	346 000									69 - Rhône	1 452 000		5	1					
<b>Total</b>	<b>1 974 000</b>			<b>1</b>	<b>1</b>			<b>3</b>	<b>Total de la semaine</b>	<b>5 111 000</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>4</b>			<b>3</b>		
FRANCE OUTRE-MER	971 - Guadeloupe									<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE TOTAL : 54 947 000</b>	73 - Savoie	331 000		3	3	1				
	972 - Martinique										74 - Savoie (Haute-)	513 000	1	1		1				
	973 - Guyane							3			<b>Total</b>	<b>5 111 000</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>4</b>		<b>3</b>	
	974 - Réunion		2		1			12			01 - Ain	436 000								

Rédacteur en chef : D<sup>e</sup> Elisabeth BOUVET  
 Rédaction : D<sup>rs</sup> Jean-Baptiste BRUNET, Bruno HUBERT, Anne LAPORTE, Jean PERRIN  
 Administration : M. André CHAUVIN

Direction générale de la Santé  
 Sous-direction de la Prévention générale de l'Environnement  
 Bureau 1 C : 1, place Fontenoy, 75700 Paris - Tél. : (1) 47 65 25 54  
 N° CPP : 2015 AD

Les demandes d'abonnement doivent être faites par courrier